

L'Adresse—Le très hon. Brian Mulroney

Cette relation, c'est une pierre angulaire de notre politique étrangère et elle servira à bâtir et à maintenir des relations chaleureuses et fécondes avec la France en tout temps et en toute circonstances.

[Traduction]

Je n'ai pas l'intention d'être exagérément critique aujourd'hui. Même si j'essayais de critiquer le gouvernement précédent, je n'arriverais pas à la cheville du chef de l'opposition pour la prestation qu'il a donnée lors du congrès à la direction du parti libéral. Il a été extraordinaire: les dépenses déficitaires, la baisse de productivité, la diminution des crédits à la recherche et au développement, l'exploitation du secteur privé, le budget de 1981, le budget MacEachen, le PEN qui a pour ainsi dire détruit à tout jamais l'esprit d'entreprise et affaibli le secteur privé.

Nous allons donner un nouvel essor au secteur privé canadien parce que c'est ainsi que l'on crée de nouveaux emplois.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Je dois dire que c'est avec tristesse que j'ai vu le très honorable chef de l'opposition . . .

[Français]

. . . changer son fusil d'épaule en pleine période électorale, ayant fait des observations sérieuses et importantes en ce qui concerne le Programme national énergétique, se rendre à Halifax durant la campagne électorale pour dire, ayant consulté sans doute le sénateur Davey de Bay Street également, qui est dans cette Chambre, pour dire qu'il était en faveur du Programme national énergétique.

[Traduction]

Quel revirement surprenant et absurde! Ce genre de disposition rétroactive est inacceptable. Ce n'est pas en spoliant certaines personnes de leurs biens que l'on assurera la richesse, la prospérité et les nouvelles possibilités du Canada.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Je dis cela parce que mon très honorable ami n'était pas responsable dans l'ensemble. Il ne l'était pas non plus—mais c'est le legs qui lui a été fait—de la détérioration de nos obligations militaires ni de la façon grossière et vexante dont nous avons traité les États-Unis d'Amérique, nos plus grands amis, voisins et alliés, le Royaume Uni et d'autres pays.

Nous nous sommes retrouvés avec un taux de chômage sans précédent, une base industrielle sérieusement érodée à laquelle le chef de l'opposition a appliqué à juste titre ses idées considérables et sa force de caractère durant toute la campagne à la direction du parti. La base industrielle de notre pays a subi de sérieuses attaques. Une série de gouvernements successifs ont sous-capitalisé et sous-estimé le secteur privé.

Aujourd'hui, pas un mot de repentir, pas le moindre *mea culpa* pour ce qui est arrivé au pays, pas une once d'humilité. Le parti libéral a été balayé dans les provinces et réduit à des débris ici même, mais on ne l'entend pas exprimer le moindre regret. Je ne lui en demande pourtant pas beaucoup, rien

qu'une toute petite concession, l'aveu que peut-être les libéraux n'étaient pas . . .

[Français]

. . . en possession tranquille de la vérité en tout temps. Et peut-être que la perfection est un peu moindre que le député de Papineau (M. Ouellet) le disait de temps à autre! Mais ce n'est pas cela. Et là le chef de l'opposition (M. Turner), et je le dis avec respect, a le culot de nous reprocher quoi que ce soit, lui qui a siégé avec ses collègues au pouvoir pendant 20 ans. Nous, ça fait à peine deux mois que nous sommes ici, mais je peux vous dire: Donnez-nous 20 ans au pouvoir, et cela s'en vient, et vous allez avoir un pays transformé. Et nous allons transformer le tout également dans le domaine des relations fédérales-provinciales.

Le chef de l'opposition traite de façon dérisoire les procédures de consultation et de respect vis-à-vis des provinces, que nous avons insérées dans le discours du trône. Nous croyons qu'il s'agit de gestes importants, vitaux même, dans un État fédéral, on ne peut pas fonctionner sans cette dimension de consultations saines et nobles, et il faut le comprendre.

L'honorable député des Milles Îles qui a été désigné comme son bras droit au Québec m'accusait, durant la période électorale, et cela vous donnera une indication de la mentalité . . . Le député des Milles Îles qui est ici aujourd'hui a dit dans un discours important au Québec que le chef de l'opposition à ce moment-là . . .

Une voix: Laval-des-Rapides . . .

M. Mulroney: . . . Pardon, Laval-des-Rapides (M. Garneau), excusez-moi, c'est Laval-des-Rapides . . . Il dit que le chef de l'opposition dirige un parti d'Orangistes. Mais c'est faux, comme le député peut le voir, je dirige un parti formé d'Orangistes, de Chevaliers de Colomb, de Dames de Sainte-Anne, de Filles d'Isabelle, de Kiwanis, de Lions, des anciens libéraux, des anciens créditistes et tous ceux qui croient dans un renouvellement prospère au Canada. C'est des sottises des années 40, des Orangistes . . . Cela, on l'a entendu en 1940, l'épouvantail traditionnel du parti libéral. Et je pense que la population québécoise et la population canadienne se sont dit, après analyse et réflexion: Nous allons mettre un terme à ce monopole qu'exerce le parti libéral sur le vote francophone du pays. Finies les folies! Nous allons voter pour l'alternance et une nouvelle dimension de prospérité au Canada.

Le même chef de l'opposition, à mon regret, s'est rendu au Québec et il a découvert trois séparatistes. Trois séparatistes. Pour ma part, j'ai découvert une population attristée par des déclarations semblables, déterminée à les répudier, désireuse de répondre à l'appel à l'unité et au progrès. La population québécoise et la population canadienne ont décidé qu'avec de telles attitudes nocives, le parti libéral avait besoin d'une période de repos, de recyclage, de ressourcement qui risque de durer longtemps.